ENIGARO





Marie-Laetitia Bonavita

rançois Bujon de l'Estang a été ambassa-deur de France aux États - Unis de 1995 à fin 2002 après l'avoir été au Canada. Il a par ailleurs passé de nombreuses annése dans l'industrie mucléaire, notamment au Commissariat à l'énergie atonique et et gouverneur à l'Agence internationale de le atomique (AIEA).

LE FIGARO. - L'accord sur le nucléaire iranien vient enfin d'être signé entre Téhéran et les grandes puissances occidentales. Une surprise? François BUJON DE L'ESTANG. - Pas vraiment. C'est l'aboutissement de douze années d'efforts diplomatiques, conjugois à une fort pression économique sur l'Iran par le biais des sanctions internationales, et de l'Iran par le biais des sanctions internationales, et de négociations très denses et tendines menées au courie de ces derniers mois. Un premier accord avait été signé le 2 avril dernier, à Lausanne, entre l'Iran et le groupe P5 + 1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) pour autoriser Téhéran à oursuivre son programme militaire évilt, mais en donnant des garanties expresses que toute option militaire était désormais exclue. Cet accord-cadre fixail les paramètres et les concessions importantes obtenues de l'Iran, mais il fallait articuler en détail les engagements pris. Ce processus s'est révélé trés édiciat. Le diable étant dans les détails, l'accord signé hier tient n2 opages et 80 pages d'ammexes techniques. Les discussions ont été très difficiles, mais il existait une réelle volonté de part et d'autre d'arriver à un compromis.

Par vision politique des relations internationales ou par pur intérêt ?

Par vision politique des relations internationales ou par pur intérét ?
Essentiellement par réalisme. Du côté occidental, il a paru déraisonable de continuer à faire l'impasse sur un pays de 80 millions d'habitants qui est une puis-sance régionale et a un rôle peut-être positif à jouer au Moyen-Orient. Plus généralement, les Occidenaux, avec la vigilance toute particulière de la France, voulaient empêcher la proliferation nucléaire dans tout le Moyen-Orient, car si Téhéran s'était dôté de la bombe mucléaire, l'Arabie saoudire, l'Égypte et peut-être la Turquie auraient alors vite embotilé le pas. Quant a Obama, il veut bien sur éviter tout risque de conflit nucléaire au Moyen-Orient et s'était attaché dès son étection à une politique de la « maint tendue » envers l'Iran.

« main tendue » envers i ran. Côté iranien, les dirigeants semblent avoir compris qu'ils n'avaient pas intérêt à risquer une course aux armements nucléaires dans la région. Surtout, ils ont pris conscience que le pays avait plus à gagner qu'à perdre à revenir dans la communauté internationale.



François Bujon de l'Estang: «L'accord iranien, un pari sur l'avenir»

Pour l'ambassadeur de France, l'Occident ne peut faire l'impasse sur un pays de 80 millions d'habitants qui aspire à rejoindre la communauté internationale.

Tant sur le plan politique qu'économique : la popula-tion souffre de l'embargo occidental et de l'assèche-ment des transactions financières. Par réalisme et pragmatisme, les deux camps ont donc opéré de fa-çon concomitante une révolution copernicienne. Cela mérite d'être salue.

L'accord désormais signé, comment être sûr qu'il sera respecté ? Chacun a considéré que cet accord était utile et rai-

sonnable, et a donc fait un pari sur l'avenir. Mais le retour de la confiance demandera du temps ainsi qu'une application scrupuleuse de l'accord

Cet accord fait des mécontents...
Bien sûr. Le guide suprême iranien continuera à traiter les fatts- Unis de Grand Satan. Mais cela restera incantatoire. Le guide sait que la société iranienne aspire à s'ouvrir et à rejoindre la scène internationale. Il sait que le présidem Rohani a été élu pour cela et pour obtenir la levée définitive des sanctions. Entre le guide, le Conseil du discernement, les pasdarans, le Parlement, le président. Piran compte six ou sept sources de pouvoir qui s'équilibrent, à l'image d'un mobile de Calder. Les réelles forces d'opposition à l'accord sont connues. réelles forces d'opposition à l'accord sont connues. Il s'agit surtout d'Israël et du relais que l'État juif

trouve aux États-Unis auprès des conservateurs républicains, très proches du lobby pro-Israël, luiméme de plus en plus sous l'influence du Likoud. Les sénateurs opposés à l'accord n'ont toutefois pas réussi à empécher sa signature, et n'ont aucune alternative à proposer. Même s'ils émettent un vote hostile, ils ne pourront pas - faute de la majorité des deux tiers au Sénat - contrecarrer le veto qu'opposerait alors le président.

deux tiers au Senat - contrecarrer le veto qui oppo-serait alors le président.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite s'inquiète d'une véri-table redistribution des cartes dans la région. Le royaume sunnite, qui a combattu les minorités chiites au Yémen et à Bahrein, craint un renverse-ment d'alliance de la part des États-Unis, jusqu'ici son protecteur et partenaire privilégié.

Quel bilan peut-on tirer de la politique extérieure d'Obama ?

Quel bilan peut-on tirer de la politique extérieure d'Obama ?

Obama a fât! la preuve qu'il était un homme de conciliation, plus que de compromis. Il a démontré une nette volonté de tourner la page sur la politique extérieure de son prédécesseur George W Bush. Il a cherché, comme il l'avait promis dès sa première candidature à la présidentielle, à extraire les États-Unis de tous les conflits extérieurs. Avec, reconnaissons-le, plus ou moins de succès.

Otér évissites, il a rendu possible le retrait progressif des troupes d'Afghanistan et d'Irak, a engagé-contre l'avsè même de beaucoup de ses collaborateurs - le raid contre Ben Laden, s'est réconcilié avec Cuba, et tourne aujourd'hui la page del Piran, trentesix ans après la crise des otages américains à Téhéran. Homme du Pacifique, né à Hawaï, élevé en Indonésie, il a l'intuition que les grands défis stratégiques pour les États-Unis viendront dans le jeu des trivalités entre la Chine et le Japon et léguera sans doute un trait de ilbre-échang eentre les États-Unis et l'Asie-Pacifique. Si l'Europe et le Moyen-Orient ne sont plus sa proirité, il s'est toute-fois montré soucieux de maintenir un partenaria étroit avec ses alliés de l'Otan. Il aide par ailleurs la France au Mali et au Sahel.

Et les échecs ?

El les échées ? Il y a évidemment le Proche-Orient, avec le dossier, très compliqué, Israël-Palestine et celui de la Syrie. Sur ce dernier cas, le locataire de la Maison-Blanche Sur ce dernier cas, le locataire de la Maison-Blanche s'est discrédité en ne prenant pas de représailles militaires contre Bachre el-Assad lorsqu'il a dépassé les elignes rouges » en utilisant ses armes chimiques. De même, la politique américaine a bafouillé lors des printemps arabes. N'oublions pas la Russie. Après la dénonciation unilatérale par l'Administration Bush du traité ABM qui limitait les capacités de défense antimissile des deux pays, il n'est pas parvenu à renouer des liens avec ce pays, dirigé, il est vrai, par un président hostile à l'Occident, qui poursuit une ligne revisionniste et irrédentiste. Je suis convaincu que l'histoire rendra sur le président Obama un jugement beaucoup plus positif que celui de ses contemporains.



L'accord iranien rend-il possible une collaboration entre l'Occident et l'Iran chiite pour lutter contre l'État islamique ? Cette cooperation existe déjà plus ou moins sur le terrain. En Irak, des Kurdes et des chiites encadrés par des officiers iraniens se battent au sol contre Dacch, ce qui a permis de reprendre Tikrit. Sans être formelle, cette conjonction d'efforts ne pourra que se développer. ■ Lire nos pages sur l'accord sur le nucléaire
iranien pages 6 FL7

